

COMMUNE DU MUY

**ARRETE D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de la Commune du Muy,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2542-2 et suivants,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 juin 2015 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la Commune pour occupation du domaine public communal,

Vu la demande en date du 7 février 2023 par laquelle la société LA SALLE sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public en vue d'exercer son commerce au 50 et 52 Route Nationale 7.

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société LA SALLE représentée par Messieurs  
est autorisée à occuper 18 m<sup>2</sup> du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre en  
vue d'exercer son commerce « La Salle ».

**Article 2** : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour  
une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Elle doit faire l'objet d'un  
renouvellement express.

**Article 3** : Le permissionnaire devra s'acquitter de la redevance selon le taux établi  
par le Conseil Municipal. Cette redevance devra être versée auprès du Trésor  
Public de Draguignan.

**Article 4** : Les travaux effectués dans l'intérêt de la voirie devront être supportés  
par le permissionnaire, sans donner lieu à indemnité.

**Article 5 :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 6 :** Les droits des tiers sont expressément réservés.

**Article 7 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la commune du Muy dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon – 5, rue Racine – CS 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9 – dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours gracieux a été préalablement déposé. Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Fait à LE MUY, le 9 février 2023**

**Le Maire**

**Liliane BOYER**

Mis en ligne sur le site ville-lemuy.fr
Le 07/03/2023



Accusé de réception en préfecture 083-218300861-20230209-AM-FDL2023-06-AI Date de télétransmission : 10/02/2023 Date de réception préfecture : 10/02/2023
--